



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe



19018128

Déposé / Reçu le

24 JAN. 2019

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise :

Dénomination

(en entier) :

(en abrégé) :

0719 348 535

Beucartel

Forme juridique : Société en nom collectif

Adresse complète du siège : Rue Augustin Delporte 28 1050 Ixelles

Objet de l'acte : Constitution

En ce jour, 14 janvier 2019 les parties :

1. Jim Goffin, née le 27 janvier 1992 à Eterbeek, résident à 28 Rue Augustin Delporte 1050 IXELLES

2. François Michielsens, née le 13 octobre 1992 à Braine l'Alleud, résident à Avenue des Saisons 11 1050 IXELLES

ont convenu :

- de fonder une société commerciale, sous la forme d'une société en nom collectif dénommée Beucartel
- le siège de la société est établi à 28 Rue Augustin Delporte 1050 IXELLES Les fonds propres de la société s'élèvent à 200 €. La société est fondée pour une durée indéterminée, à partir d'aujourd'hui.

L'apport susmentionné est réalisé comme suit par les parties :

- la partie 1 apporte 100 € au moyen d'un apport en argent, pour lequel elle reçoit 50 parts sans mention de valeur nominale ;
- la partie 2 apporte 100 € au moyen d'un apport en argent, pour lequel elle reçoit 50 parts sans mention de valeur nominale.

Les parties déclarent que les fonds susmentionnés ont été entièrement libérés.

Les fondateurs déclarent également que la société reprend, conformément à l'art. 60 C. soc., tous les engagements pris en son nom jusqu'à aujourd'hui.

Les statuts de la société sont les suivants :

CHAPITRE I - DÉNOMINATION, SIÈGE, DURÉE

Article 1. Forme juridique et dénomination

La société est une société commerciale, sous la forme d'une société en nom collectif. Sa dénomination est Beucartel.

Article 2. Siège

Le siège de la société est établi à Rue Augustin Delporte 28 1050 IXELLES.

Sans modification des statuts et sur décision du gérant, il peut être déplacé vers un autre endroit situé en Belgique dans la Région linguistique française ou dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale. Chaque déplacement du siège de la société fera l'objet d'une publication dans les Annexes du Moniteur belge.

Article 3. Durée

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

La société est fondée pour une durée indéterminée, à dater d'aujourd'hui. Les dispositions de l'article 39, 3°-5° C. soc. concernant la dissolution et la résiliation du contrat de société ne sont pas applicables. Sauf décision du juge, la société ne peut être dissoute que par l'assemblée des actionnaires, et moyennant le respect des exigences propres aux modifications des statuts.

CHAPITRE II - OBJET

Article 4. Objet

La société a pour objet :

La société a pour objet :

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, en son nom propre ou au nom de tiers, pour compte propre, pour compte d'autrui ou en participation

1. Toutes activités de consultance, recherche, prospection, gestion, coordination, mise en oeuvre et suivi de tous services et prestations relevant, dans les secteurs tant public que privé, à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale, relevant des domaines de la pratique et de la création artistique sous ses différentes formes, notamment les arts visuels, les installations, les arts audiovisuels.

2. Toutes opérations ressortissant à la recherche et au développement, la production, la création, l'achat et la vente, la valorisation, l'exportation et l'importation, liées à la conception de textiles et de vêtements.

3. Toutes activités de consultance et conseils auprès d'institutions privées et publiques, de personnes morales, d'associations, d'individus, tant en Belgique qu'à l'étranger, dont l'objet serait similaire, analogue ou simplement connexe au sien ou qui serait de nature à lui procurer un avantage quelconque au point de vue de la réalisation de son objet social.

4. De manière générale, la société peut, sans que cette énumération soit limitative, au nom de tiers ou en son nom propre,

>réaliser des commissariats d'expositions ou des programmations de films ; exercer des activités liées à l'édition de publications et de travaux de recherche, qui soient liées à son champs d'activités ;

>produire et réaliser des films de différents types (fiction, expérimental, documentaires, etc ...) ; produire et réaliser des films de promotion, des films à contenu éducatif à des fins de formation, vidéoclips ; produire et réaliser dans des laboratoires spéciaux de dessins animés ou de films d'animations ;

>exercer toutes activités liées au cinéma, vidéo et télévision : production, post-production, doublage, effets spéciaux, développer, assembler, colorier, sous-titrage, etc.; activités des studios de cinéma, y compris la fourniture d'équipements techniques; la distribution de films et de vidéo et programmes de télévision; distribution (vente ou location) des films et de enregistrements vidéo à d'autres unités, mais pas au public; activités liées à l'industrie du cinéma: la réservation, la livraison, le stockage, etc.; édition et distribution de films sur cassettes vidéo destinés au public; l'administration des droits des films et des droits aux productions audiovisuelles.

>exercer toutes activités liées à la photographie : prendre des photos pour des entreprises et des particuliers: photographie d'art, de portrait, de mode et photographie publicitaire, photographie en faveur de l'édition, à des fins touristiques, pour des médiateurs dans l'immobilier, etc.; faire des reportages vidéo sur des mariages et autres; des photographies des presse indépendante, traitement des films: le développement, l'impression et l'agrandissement des négatifs fait par le client ou de films, le cadrage de diapositives, la copie, le restauration et la retouche de films et de photos.

reportages vidéo sur des mariages et autres; des photographies des presse indépendante, traitement des films: le développement, l'impression et l'agrandissement des négatifs fait par le client ou de films, le cadrage de diapositives, la copie, le restauration et la retouche de films et de photos.

-La communication digitale sous toutes ses formes, telle que la production de contenus audiovisuels et de produits dérivés, la création de supports multimédia, la diffusion en direct et à la demande de tous de contenus multimédias sur divers canaux de diffusion tel que le web, le community management ;

-Le conseil en stratégie, organisation et production de contenus par le biais notamment de formations et de conférences destinés aux artistes, aux entreprises ou aux particuliers. etc.;

-Et, plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Dans ce but, la société peut collaborer, participer ou prendre des intérêts dans des entreprises de toute nature, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, prendre des engagements de toute nature, souscrire des prêts ou des emprunts, en résumé elle peut faire tout ce qui est lié à l'objet susmentionné ou tout ce qui peut contribuer à sa réalisation.

L'objet de la société ne peut être modifié que par une décision d'une assemblée générale extraordinaire, adoptée à l'unanimité.

Dans ce but, la société peut collaborer, participer ou prendre des intérêts dans des entreprises de toute nature, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, prendre des engagements de toute nature, souscrire des prêts ou des emprunts, en résumé elle peut faire tout ce qui est lié à l'objet susmentionné ou tout ce qui peut contribuer à sa réalisation.

L'objet de la société ne peut être modifié que par une décision d'une assemblée générale extraordinaire, adoptée à l'unanimité.

CHAPITRE III - ASSOCIÉS, CAPITAL ET PARTS

Article 5. Associés

Les associés sont :

François Michielsens et Jim Goffin

Article 6. Capital

Le capital de la société s'élève à 200 €.

Article 7. Parts

Le capital est représenté par un nombre variable de parts sans mention de valeur nominale. Chaque part doit être entièrement libérée.

Article 8. Registre des parts

Les parts sont toujours nominatives. Un registre des parts est tenu au siège de la société. Il contient :

- les données précises relatives à l'identité de chaque associé et au nombre de parts qu'il possède ;
- les versements effectués ;
- les cessions de parts, datées et signées par le cédant et le cessionnaire (ou leurs mandataires) en cas de cession entre vifs, ou datées et signées par le gérant et les ayants droit en cas de transfert pour cause de décès.

La propriété des parts nominatives est établie par l'acte de fondation ou par l'acte d'augmentation de capital ainsi que, en cas de cession ou transfert pour cause de décès, par l'inscription au registre des parts.

La cession ou le transfert pour cause de décès sont opposables à la société et aux tiers à partir de la date de son inscription au registre des parts.

Chaque associé peut demander une preuve de l'inscription à son nom. Cette preuve est un extrait du registre, signé par le gérant, mentionnant le nombre d'actions que possède l'associé dans la société.

Article 9. Cession des parts

Sous peine de nullité, une participation ne peut être cédée entre vifs ou pour cause de décès qu'avec la majorité des voix. En cas de refus, les associés qui ont refusé sont obligés de racheter eux-mêmes la participation. La cession ou le transfert a lieu en application de l'article 1690 du Code civil.

CHAPITRE IV - DIRECTION ET CONTRÔLE

Article 10. Gérants

La société est dirigée par un ou plusieurs gérants, associés ou pas. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée :

François Michielsens et Jim Goffin

Ils déclarent accepter leur mission, sous réserve de confirmation de l'absence de mesure s'y opposant en ce qui les concerne.

Le mandat de gérant n'est pas rémunéré, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement.

La nomination et le renvoi d'un gérant doivent faire l'objet d'une publication dans les Annexes du Moniteur belge.

Article 11. Pouvoirs de décision et de représentation

Le(s) gérant(s) est/sont habilité(s) à poser tous les actes de gestion interne nécessaires à la réalisation de l'objet social, à l'exception des actes que seule l'assemblée générale des associés est habilitée à poser.

Le gérant unique représente la société seul, dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. S'il y a deux ou plusieurs gérants, ils représentent la société dans les actes judiciaires et extrajudiciaires lorsqu'ils agissent conjointement (2).

Le gérant peut désigner des mandataires de la société. Seuls des mandats particuliers et limités à une opération ou à une série d'opérations déterminées sont autorisés.

Article 12. Contrôle

Chaque associé a le droit d'exercer une surveillance et un contrôle illimité sur toutes les opérations de la société. Il peut consulter sur place les livres, les courriers, les procès-verbaux et, de manière générale, tous les écrits de la société.

CHAPITRE V - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 13. Convocation et ordre du jour

Une assemblée des associés, appelée assemblée générale annuelle, est convoquée chaque année le 1er jour du mois de mai, à 15 heures, au siège social de la société, sauf mention contraire dans la convocation.

L'ordre du jour de l'assemblée générale comprendra au moins : la discussion et l'approbation des comptes annuels, l'affectation des bénéfices et la décharge du/des gérant(s).

Une assemblée générale peut par ailleurs être convoquée à tout moment, afin de délibérer et de décider d'une éventuelle modification des statuts ou d'autres points.

La convocation, mentionnant l'agenda, est réalisée par courrier ordinaire, et envoyée aux associés au moins huit jours avant l'assemblée.

Article 14. Prise de décision

On procède au vote par part, chaque part ayant droit à un vote.

Un associé ne peut pas se faire représenter par un autre associé. Au sein de l'assemblée, les décisions sont prises à la majorité des votes. Cependant, en cas de modification des statuts ou de dissolution, l'unanimité est requise.

CHAPITRE VI - EXERCICE COMPTABLE, COMPTES ANNUELS

Article 15. Exercice comptable

L'exercice comptable de la société court du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice comptable débute le 1 février 2019 et prend fin le 31 décembre 2019.

Article 16. Comptes annuels

À la fin de chaque exercice comptable, les livres sont clôturés et le(s) gérant(s) établi(ssen)t les comptes annuels. Sur proposition du/des gérant(s), l'assemblée générale décide de l'affectation des résultats.

CHAPITRE VII - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 17. Dissolution

En cas de dissolution volontaire de la société ou en cas de dissolution prévue par la loi, un ou plusieurs liquidateurs seront chargés de la liquidation. Ils seront désignés par l'assemblée générale à l'unanimité, sauf si la procédure simplifiée prévue par l'art. 184, §5 C. soc. peut être appliquée.

Les liquidateurs sont compétents pour toutes les opérations mentionnées aux articles 186 à 190 du Code des sociétés, à moins que l'assemblée générale n'ait décidé à l'unanimité.

Réservé
au
Moniteur
belge



Le patrimoine net de la société sera alors distribué aux associés en fonction du nombre de parts qu'ils détiennent.

Article 18. Décès d'un des associés

En cas de décès de l'un des associés, la société ne sera pas dissoute de plein droit, mais poursuivie par l'associé ou les associés survivant(s), le cas échéant avec les héritiers en ligne directe de l'associé décédé se faisant représenter par un mandataire vis-à-vis de la société.

En dépit de ce qui précède, la société sera toujours dissoute de plein droit si elle compte moins de deux associés à un moment déterminé.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET NOMINATIONS

1. Le premier exercice comptable commence le 1^{er} février et prend fin le 31 Décembre 2019.

2. Conformément à l'article 60 C. soc., les comparants déclarent reconnaître tous les actes juridiques posés au nom et pour le compte de la société, avant qu'elle n'obtienne la personnalité juridique.

3. À l'unanimité des voix, sont désignés comme gérants :

François Michielsen
Jim Goffin